

53% des français attachés aux services publics de proximité, quitte à augmenter les impôts

Sondage - 09/07/2008

53% des français attachés aux services publics de proximité, quitte à augmenter les impôts

53 % des Français sont prêts à payer plus d'impôts pour conserver les services publics partout sur le territoire. 62 % des personnes interrogées approuvent le principe d'un dédommagement de la commune concernée par une fermeture. Tels sont les principaux enseignements du sondage réalisé par l'Ifop pour **acteurs publics** et Ouest-France, publié le 8 juillet 2008 et commenté par Frédéric Dabi, directeur du département d'opinions et stratégie d'entreprise de l'Ifop. 44 % des sondés se disent cependant prêts à accepter la fermeture de certains services, au regard de l'ampleur du déficit de l'État. Cet arbitrage, entre économies budgétaires et maintien des services publics de proximité, divise l'opinion : Selon le sexe et la génération. Les tenants d'une conservation des services publics, quel qu'en soit le coût, se retrouvent principalement chez les femmes (60 % contre 47 % des hommes) et les catégories générationnelles intermédiaires (35-49 ans : 60 %, alors que, parmi les moins de 35 ans, on en compte 48 %). Selon la sympathie partisane 2/3 des proches de la gauche se disent attachés au maintien de l'offre de services publics 58 % des sympathisants de droite (65 % à l'UMP) placent le curseur sur la nécessité d'économies budgétaires. Objectif perçu de la RGPP : économie budgétaire. En dépit des efforts de communication du gouvernement, la Révision générale des politiques publiques (RGPP) est majoritairement perçue comme ayant pour objectif de réaliser des économies budgétaires (80%). Moins d'une personne interrogée sur cinq (19%) y voit une finalité d'amélioration de l'offre de services publics. Cette proportion ne varie pas en fonction du lieu d'habitation : 81% des personnes issues de communes rurales estiment qu'il s'agit de "faire des économies budgétaires", un taux identique chez les habitants de l'agglomération parisienne. En revanche, ils sont plus nombreux à le penser chez les moins de 35 ans (83%) que chez les plus de 35 ans (79%). Ce sondage a été réalisé par téléphone auprès d'un échantillon de 1.003 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. Pour en savoir plus Téléchargez la présentation des résultats du sondage de l'Ifop pour acteurs publics (PowerPoint, 250 Ko)

Évaluation du site

Site de l'hebdo La Gazette des Communes s'adresse aux professionnels de la fonction publique. Le site propose quelques articles concernant l'actualité des collectivités locales.

Cible
Professionnelle

Dynamisme* : 3

* pages nouvelles en moyenne sur une semaine

